

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 12/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS

7 quai Andre Citroen
75015 PARIS

Références : 2061_2024
Code AIOT : 0006200381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS implanté 131 rue Augustin Fresnel Zone Industrielle - BP 50013 54712 LUDRES. L'inspection a été annoncée le 05/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS
- 131 rue Augustin Fresnel Zone Industrielle - BP 50013 54712 LUDRES
- Code AIOT : 0006200381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS fabrique des couvercles et de feuilles en métal appertisées sous le régime de l'autorisation réglementée par arrêté préfectoral 2010/2221 du 15 juillet 2010.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le tri et le circuit de traçabilité des déchets produits par l'établissement sont correctement gérés et suivis par l'exploitant, par la tenue d'un registre chronologique notamment. La hiérarchie des modes de traitement est respectée afin que les matériaux valorisables soient orientés vers des filières de valorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois. Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre. (...)
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les déchets issus des 5 flux (papier, métal, plastique, verre et bois) produits par l'établissement sont triés à la source. Chaque flux de déchets est stocké dans des contenants dédiés, dont le nom est clairement affiché au-dessus. Pour les cartons et papiers, un compacteur est présent sur le site pour valoriser les cartons et, les mandrins sont triés et stockés à part des cartons et papiers, dans un container spécifique. Pour les métaux, l'aluminium et l'acier sont séparés. L'exploitant a un projet, qui devrait voir le jour en 2025 pour broyer les déchets de couvercle en aluminium sur site. Pour le plastique, ils sont séparés en deux types : le plastique transparent qui peut être valorisé et le plastique non transparent, qui ne peut pas l'être. Pour le bois, les déchets produits correspondent majoritairement à des palettes. Il n'y a pas de déchets en verre produits sur le site, car le verre constitue un risque alimentaire trop important. L'exploitant trie également les biodéchets et les déchets industriels dits banals (cerclage, cartons souillés...).
L'exploitant a présenté un plan de l'usine, sur lequel sont positionnés les bennes et containers, ainsi que les zones de stockage de déchets. Le personnel est sensibilisé chaque année au tri des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit. Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité

compétente les justifications nécessaires.
<p>II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la méthode de tri des déchets et l'organisation mise en place par l'exploitant permet de respecter la hiérarchie des modes de traitement, avec une valorisation de la quasi-totalité des déchets (à l'exception des déchets dangereux).</p> <p>En effet, l'exploitant dispose de contrats avec différents professionnels pour valoriser ou éliminer ses déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • VEOLIA s'occupe des biodéchets, qui sont compostés, et des différents déchets non dangereux (bois, papier et carton, plastique), qui partent en valorisation matière ou en valorisation matière et énergie, selon leur tri. • DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT récupère les différents contenants de métaux, qui sont séparés selon leur nature (aluminium / acier), pour les recycler (R4). • SCHUTZ gère le recyclage de cuves et fûts métalliques vides (R3/R4 puis D10). • BRABANT récupère des diluants et solvants, en vue de leur réutilisation (R2). • CHIMIREC prend en charge les déchets dangereux, qui correspondent notamment à des aérosols, des huiles, des déchets de solvant de nettoyage, de liquide aqueux de nettoyage, etc. <p>Le registre chronologique, tenu par l'exploitant, atteste également de cette valorisation avec le renseignement sur le traitement appliqué aux différents déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant est inscrit sur Track Déchets depuis le 28/12/2021 et qu'il l'utilise pour l'édition de ses bordereaux de suivi des déchets dangereux.</p> <p>En 2023, 72 bordereaux ont été émis pour 66,89 tonnes sortantes de déchets dangereux.</p> <p>Les déchets dangereux sortants correspondent majoritairement à des emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus (53,29 t), des déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses (36,4 t) et des déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses (17,29 t).</p> <p>Dans le cadre de l'inspection, 2 bordereaux de suivi de déchets ont été contrôlés :</p>

- un bordereau dont l'enlèvement date du 08/01/2024 et qui concerne le traitement de 0,839 tonne de pâteux non chlorés (12 01 12*) par CHIMIREC,
- un bordereau dont l'enlèvement date du 07/05/2024 et qui concerne le traitement de 0,616 tonne de solvants non chlorés (08 01 11*) par CHIMIREC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3

c) Origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet,

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. (...)

Constats :

L'exploitant dispose d'une base de données de type Excel dédiée au suivi et à la gestion des déchets dangereux et non dangereux produits par l'entreprise.

Ce tableur permet de recenser la traçabilité des déchets de manière chronologique et mensuelle et est composé de différents onglets, correspondant aux différents mois et également d'un onglet récapitulatif, nommé « suivi mensuel », qui dresse la synthèse des déchets produits par type chaque mois sous forme d'un graphique.

Ce tableur a été transmis par mail par l'exploitant le 5 juillet 2024, pour le suivi des déchets de l'année 2024.

L'inspection constate que le tableur comporte la totalité des informations réglementées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Type de suites proposées : Sans suite